



Les États-Unis sont-ils nés d'une guerre d'indépendance ou d'une rébellion de sujets britanniques ?

7 août 2026



Par Khider Mesloub.

En 2026, les États-Unis célèbrent le 250e anniversaire de leur indépendance. Comme à chaque commémoration nationale, le récit officiel exaltera la naissance héroïque d'un peuple libre, la grandeur des Pères fondateurs, la victoire de la liberté contre la tyrannie britannique. Pourtant, cette célébration repose sur une reconstruction rétrospective. Car, en 1776, les États-Unis n'existent pas encore. Il n'existe que treize colonies britanniques, peuplées de sujets britanniques, qui prennent les armes contre leur souverain. Ce que l'histoire américaine appelle « guerre d'indépendance » fut donc, du point de vue du droit britannique de l'époque,

une rébellion, une insurrection, une entreprise de haute trahison contre la Couronne. Les hommes que la postérité transformera en Pères fondateurs auraient pu, en cas de défaite, finir devant les tribunaux de Sa Majesté. George Washington ne serait pas devenu le nom d'une capitale fédérale ; il aurait pu devenir celui d'un rebelle pendu pour trahison. Tel est le paradoxe fondateur des États-Unis : leur naissance nationale procède d'un renversement du langage par la victoire. La sédition devient révolution, la rébellion devient indépendance, la trahison devient acte fondateur. Cet article propose donc de relire 1776 non depuis Philadelphie, mais depuis Londres, afin de rappeler que les mots de l'histoire ne sont jamais innocents : ils consacrent les vainqueurs, effacent les vaincus et transforment la violence insurrectionnelle en légende nationale.



1776 : une naissance nationale écrite par les vainqueurs séditeux

Historiquement, on appelle ordinairement « guerre d'indépendance américaine » le conflit qui opposa, entre 1775 et 1783, les treize colonies d'Amérique du Nord à la Grande-Bretagne. L'expression paraît aujourd'hui naturelle, presque évidente. Elle semble désigner objectivement la naissance des États-Unis, l'émergence d'un peuple nouveau, l'affirmation d'une nation contre une puissance impériale étrangère. Pourtant, cette manière de nommer les événements est déjà une interprétation. Elle adopte le point de vue des vainqueurs. Elle projette sur les années 1775-1776 le résultat final du conflit : la reconnaissance, en 1783, d'un nouvel État souverain.

Or, si l'on se place non pas du côté de Philadelphie, mais du côté de Londres, le tableau change entièrement. En 1776, il n'existe pas encore d'État américain. Il n'existe pas encore de peuple américain constitué en nation souveraine. Il existe treize colonies britanniques, peuplées de sujets britanniques, placées sous l'autorité de la Couronne et intégrées depuis plus d'un siècle dans l'espace politique, commercial et impérial de la Grande-Bretagne. Dès lors, ce que l'historiographie victorieuse appellera plus tard « guerre d'indépendance » apparaît, dans le cadre légal britannique de l'époque, comme une rébellion, une insurrection armée, une sédition contre l'autorité légitime du roi.

Cette distinction n'est pas un simple jeu de vocabulaire. Elle touche au cœur même de l'écriture de l'histoire. Les mots ne viennent jamais après les faits comme de simples étiquettes neutres. Ils organisent la perception des événements. Dire « guerre d'indépendance », c'est reconnaître d'emblée aux insurgés la dignité d'un peuple opprimé luttant pour sa liberté. Dire « rébellion coloniale », c'est les replacer dans leur statut juridique initial : celui de sujets britanniques ayant pris les armes contre leur souverain. Les mêmes hommes

deviennent, selon le point de vue adopté, des pères fondateurs ou des traîtres, des libérateurs ou des rebelles, des combattants de la liberté ou des insurgés séditieux.

Quand l'indépendance masque la sédition

C'est pourquoi l'année 1776 doit être arrachée à sa légende rétrospective. La Déclaration d'indépendance n'est pas, au moment où elle est proclamée, l'acte reconnu d'un État souverain. Elle est une proclamation unilatérale émise par des représentants coloniaux séditieux qui, aux yeux de Londres, n'ont aucune autorité légale pour rompre le lien d'allégeance envers la Couronne. Le roi George III n'y voit pas la naissance légitime d'une nation nouvelle, mais l'aggravation d'une révolte commencée par des refus d'obéissance, des boycotts, des violences populaires, des destructions de biens, puis des affrontements armés.

Ce rappel est d'autant plus nécessaire que les colonies américaines ne naissent nullement dans une tradition révolutionnaire consciente. Pendant longtemps, les colons ne se pensent pas comme Américains opposés aux Britanniques. Ils se pensent comme Britanniques d'Amérique. Ils revendiquent les libertés anglaises, les droits des sujets britanniques, la protection de la monarchie et les bénéfices du commerce impérial. Leur monde mental n'est pas celui d'une nation séparée, mais celui d'une appartenance à l'Empire britannique. Benjamin Franklin lui-même, figure majeure de la future rupture, pouvait encore écrire dans les années 1760 que les colonies vivaient heureuses sous « le meilleur des rois ». Thomas Jefferson, qui rédigera pourtant la Déclaration d'indépendance, affirmait encore au début de l'année 1776 que les Américains n'avaient ni aspiration ni intérêt à se séparer de la monarchie. Ce rappel est essentiel : l'indépendance n'est pas le point de départ du mouvement. Elle en est le résultat tardif, radicalisé par la crise, la répression, la mobilisation populaire et la logique même de l'affrontement.

Les colonies britanniques d'Amérique du Nord s'étaient développées depuis le XVII^e siècle dans l'orbite de la Couronne. Elles avaient été fondées avec son soutien, protégées par sa puissance navale, insérées dans ses circuits commerciaux, intégrées à l'économie atlantique britannique. Dans chaque colonie, un gouverneur représentait l'autorité royale. Certes, le pouvoir réel variait selon les territoires : fermiers indépendants de Nouvelle-Angleterre, marchands des villes portuaires, propriétaires fonciers, familles quakers de Pennsylvanie, planteurs esclavagistes de Virginie et des Carolines. Mais cette diversité sociale et régionale ne signifiait nullement rupture avec Londres. Elle coexistait avec une loyauté générale envers la monarchie.

La société coloniale était même profondément traversée par des intérêts contradictoires. Les conflits opposaient les élites urbaines aux pionniers de l'Ouest, les petits fermiers aux grands propriétaires, les artisans aux négociants enrichis par le commerce atlantique, les Blancs pauvres aux planteurs esclavagistes. Dans le Sud, la crainte des révoltes d'esclaves hantait constamment les possédants. Dans certaines régions, les masses populaires se méfiaient davantage de leurs propres élites locales que du pouvoir lointain de Londres. Tout cela montre qu'il n'existait pas, avant la crise insurrectionnelle, une nation américaine unifiée attendant simplement l'occasion de se libérer.

Le lien impérial n'était donc pas seulement politique. Il était économique, social, mental. Les colonies avaient prospéré dans le cadre britannique. Leur population avait fortement augmenté. Leurs marchands s'étaient enrichis. Leurs propriétaires terriens avaient profité de l'expansion vers l'Ouest. Leurs artisans et fermiers jouissaient souvent d'une condition

matérielle supérieure à celle de leurs ancêtres européens. Pour beaucoup, rompre avec l'Empire revenait à cracher dans la soupe. Il n'y avait donc rien d'inévitable, à court terme, dans la séparation.

Des sujets britanniques insurgés contre leur souverain

La rupture vient d'une fêlure progressive entre deux bourgeoisies atlantiques, deux groupes d'intérêts, deux centres de calcul économique et politique. D'un côté, Londres entend maintenir l'Empire comme espace ordonné au profit de la métropole. De l'autre, les élites coloniales, enrichies par le commerce, l'agriculture, la spéculation foncière et l'expansion territoriale, supportent de moins en moins les contraintes imposées par un Parlement situé de l'autre côté de l'océan. Tant que ces contradictions demeurent latentes, elles peuvent être contenues. Mais la guerre de Sept Ans va les faire éclater.

La guerre de Sept Ans, de 1756 à 1763, constitue le grand tournant. Elle oppose la Grande-Bretagne et la France dans une lutte mondiale pour la domination coloniale. En Amérique du Nord, l'enjeu est décisif : contrôle du Canada, de la vallée de l'Ohio, du Mississippi, des routes commerciales et des territoires d'expansion. La victoire britannique est immense. La France perd le Canada. L'Empire britannique sort considérablement renforcé. Les colonies américaines, débarrassées de la menace française au nord et à l'ouest, bénéficient directement de cette victoire. Mais cette victoire a un coût. La Grande-Bretagne sort de la guerre chargée d'une dette gigantesque. Du point de vue des ministres britanniques, il est donc parfaitement logique de demander aux colons de participer au financement de leur propre défense. Londres raisonne en puissance impériale : les colonies ont été protégées par l'armée britannique ; elles ont profité de l'élimination de la menace française ; elles doivent désormais contribuer aux charges communes de l'Empire.

Des taxes impériales à l'insurrection armée

C'est dans ce contexte qu'interviennent les mesures fiscales des années 1760 : taxe sur la mélasse, Stamp Act de 1765, Quartering Act imposant aux colonies de participer à l'entretien des troupes britanniques, taxes sur les importations en 1767. Dans le récit américain, ces mesures apparaissent comme les premières manifestations de la tyrannie anglaise. Dans le récit britannique, elles relèvent au contraire de l'exercice normal de la souveraineté impériale. Un Parlement souverain lève l'impôt pour financer la défense de l'Empire. Rien, du point de vue de Londres, ne saurait autoriser des assemblées coloniales à refuser cette autorité. La formule « No taxation without representation » exprime précisément le basculement. Les colons ne contestent pas encore la monarchie. Ils ne réclament pas encore l'indépendance. Ils affirment qu'ils ne peuvent être taxés sans représentation directe au Parlement. Mais Londres répond par une autre doctrine : le Parlement représente virtuellement l'ensemble des sujets de l'Empire. Il n'est pas nécessaire que chaque colonie dispose de députés particuliers pour être soumise aux lois britanniques. Le conflit commence donc comme un conflit constitutionnel interne à l'Empire, non comme une guerre nationale. C'est seulement avec la mobilisation populaire, les boycotts, les comités, les violences urbaines et la répression que la crise fiscale devient crise politique, puis insurrection ouverte. Les Fils de la liberté, les artisans, les petits commerçants, les imprimeurs, les pamphlétaires, les foules de Boston, New York et Philadelphie déplacent progressivement le centre de gravité du mouvement. Ce qui commence comme une protestation de sujets britanniques contre certaines taxes se transforme en contestation de l'autorité britannique elle-même.

L'Empire britannique face à la désobéissance coloniale

Le pouvoir anglais voit alors se produire ce que tout État redoute : la contestation sort du cadre légal et se dote de ses propres institutions. Les comités de boycott deviennent des organes concurrents du pouvoir officiel. Les foules imposent leurs décisions aux marchands hésitants. Les militants détruisent des biens, intimident les loyalistes, attaquent les symboles de l'autorité royale. Des mâts de la liberté sont dressés à New York; lorsque les soldats les détruisent, d'autres sont aussitôt reconstruits. La rue commence à dicter sa loi contre celle du roi.

Le massacre de Boston, en 1770, radicalise encore la situation. Des soldats britanniques tirent sur une foule hostile, tuant cinq personnes. Dans le récit patriotique américain, l'événement devient immédiatement le symbole du despotisme militaire. Du point de vue britannique, il manifeste au contraire l'extrême difficulté de maintenir l'ordre dans des colonies où l'agitation populaire, les provocations et la défiance envers les troupes royales rendent l'autorité impériale de plus en plus fragile.

La crise semble pourtant s'apaiser lorsque Londres retire plusieurs taxes, ne conservant que celle sur le thé. Mais l'accalmie est trompeuse. Le principe même de la souveraineté parlementaire demeure en jeu. Pour les colons radicaux, accepter une seule taxe revient à reconnaître le droit de Londres à les taxer toutes. Pour le gouvernement britannique, céder entièrement reviendrait à avouer que l'Empire ne peut plus gouverner ses colonies. Derrière quelques cargaisons de thé se joue donc une question beaucoup plus vaste : qui commande ?

Le Boston Tea Party de 1773 marque alors le passage symbolique de la protestation à la défiance ouverte. Des militants déguisés en Amérindiens montent à bord de navires de la Compagnie des Indes orientales et jettent le thé à la mer. Pour la postérité américaine, l'épisode deviendra un acte héroïque de résistance. Pour Londres, il s'agit d'une destruction de propriété, d'un acte de désordre organisé, d'un défi intolérable lancé à l'autorité impériale. Même Franklin, pourtant futur partisan de l'indépendance, juge d'abord l'action violente et injuste. La réponse britannique est sévère : fermeture du port de Boston, renforcement du pouvoir du gouverneur, envoi de troupes, adoption des lois coercitives que les colons appelleront « Intolerable Acts ». À ce moment, les deux récits deviennent irréconciliables. Les colons dénoncent une oppression. Londres affirme restaurer l'ordre. Les patriotes parlent de libertés bafouées. La Couronne parle d'obéissance due. Les uns se voient comme défenseurs de droits fondamentaux ; les autres les voient comme des rebelles qui testent la capacité de l'Empire à se faire respecter.

Ainsi, avant même 1776, la logique de la rébellion est déjà en marche. Non parce que les colons auraient formé dès l'origine une nation américaine aspirant naturellement à l'indépendance, mais parce que la confrontation entre souveraineté impériale et autonomie coloniale ne trouve plus de compromis. Les institutions officielles sont débordées. Les loyalistes sont intimidés. Les assemblées hésitantes sont contournées. Les comités insurrectionnels imposent leur autorité. L'Empire britannique se trouve confronté non à une simple contestation fiscale, mais à une désobéissance politique organisée. C'est ce point que le récit traditionnel de l'indépendance tend souvent à effacer. Il présente la rupture comme l'avènement presque naturel d'une liberté nationale. Mais, vue depuis Londres, elle apparaît d'abord comme l'effondrement de l'ordre impérial sous la pression d'une minorité subversive active, radicalisée, capable d'entraîner derrière elle une partie croissante de la population

coloniale. Ce qui se prépare n'est pas encore la naissance paisible d'un peuple souverain. C'est une insurrection contre le pouvoir légal existant.

De la contestation à la Grande Rébellion : les sujets du roi usurpent l'autorité de la Couronne

Toute rébellion commence rarement par les armes. Elle débute presque toujours par une remise en cause progressive de l'autorité légitime. Les troubles qui agitent les colonies d'Amérique du Nord au milieu des années 1770 ne font pas exception. Ce qui n'était encore, quelques années auparavant, qu'une contestation de certaines mesures fiscales adoptées par le Parlement britannique se transforme peu à peu en une entreprise de subversion dirigée contre les fondements mêmes de la souveraineté royale.

Le danger ne réside pas d'abord dans les manifestations ou les pétitions adressées à Londres. Il apparaît lorsque les meneurs de l'agitation entreprennent de créer des institutions concurrentes de celles de la Couronne. Dans les différentes colonies, des comités insurrectionnels surgissent sans aucun fondement juridique. Ils ne tiennent leur autorité ni du roi, ni du Parlement, ni des chartes coloniales. Ils procèdent uniquement de leur propre volonté et de la pression qu'ils exercent sur la population. Du point de vue de la Couronne britannique, ces comités apparaissent comme des organisations insurrectionnelles recourant à des méthodes que l'on qualifierait aujourd'hui de terroristes. Il ne s'agit évidemment pas d'une catégorie juridique du XVIII^e siècle, mais d'une transposition lexicale destinée à restituer la manière dont le pouvoir impérial percevait des groupes contestant son autorité par l'intimidation, la coercition et la violence politique. Ces organismes s'arrogent pourtant des prérogatives qui appartiennent exclusivement à l'État. Ils organisent les boycotts, surveillent les habitants, dressent des listes de suspects, imposent des serments de fidélité à leur cause, sanctionnent les sujets demeurés loyaux envers Sa Majesté et réglementent jusqu'aux échanges commerciaux. En quelques mois, une partie des colonies voit ainsi apparaître un véritable pouvoir parallèle, qui prétend gouverner sans aucun titre légal.

Une telle évolution ne peut être interprétée autrement que comme une entreprise séditeuse. Une monarchie ne peut tolérer que des associations privées remplacent les magistrats, les gouverneurs et les tribunaux établis par la loi. Lorsqu'un groupe d'hommes décide de faire exécuter ses propres décisions en lieu et place des autorités reconnues, il ne revendique plus une réforme : il prétend exercer la souveraineté.

Les rapports adressés à Londres confirment rapidement la gravité de la situation. Dans plusieurs colonies, les juges ne peuvent plus siéger sans risquer des violences. Des fonctionnaires royaux sont insultés, molestés ou contraints d'abandonner leurs fonctions. Les collecteurs d'impôts deviennent des cibles permanentes. Les gouverneurs voient leurs ordres ignorés. L'administration royale continue d'exister en droit, mais perd sa capacité à gouverner en fait. Le Massachusetts devient bientôt le principal foyer de cette agitation. Les milices locales échappent au contrôle du gouverneur. Des dépôts d'armes sont constitués clandestinement. Les chefs de la rébellion recrutent, entraînent et organisent des hommes qui ne reconnaissent plus l'autorité du roi. Aux yeux de la Couronne, il ne s'agit plus d'une contestation politique mais de la préparation méthodique d'une insurrection armée. L'intervention des troupes royales à Lexington et Concord, en avril 1775, répond précisément à cette situation. Leur mission consiste à saisir des armes accumulées illégalement par les rebelles afin d'empêcher qu'une révolte ouverte n'éclate. Les soldats de Sa Majesté

n'envahissent pas un territoire étranger ; ils agissent sur le sol britannique pour faire respecter les lois du royaume. Ce sont les milices insurgées qui choisissent de leur opposer la force.

À partir de cet instant, les colonies cessent d'être le théâtre de simples désordres civils. Une partie des sujets du roi prend ouvertement les armes contre la Couronne. Les autorités insurrectionnelles recrutent des combattants, organisent des états-majors, établissent leurs propres administrations et lèvent des contributions. La rébellion franchit ainsi le seuil qui sépare la désobéissance de la guerre ouverte. Le souverain ne peut naturellement reconnaître une telle situation. Dans ses messages au Parlement, George III ne traite jamais les chefs de l'insurrection comme les représentants d'une nation étrangère. Ils demeurent des sujets britanniques ayant violé leur serment d'allégeance. Leurs actes relèvent de la rébellion et de la haute trahison. Accepter leurs prétentions reviendrait à reconnaître qu'une partie de l'Empire peut se soustraire unilatéralement aux lois communes dès lors qu'elles ne servent plus ses intérêts.

La proclamation adoptée à Philadelphie le 4 juillet 1776 ne modifie en rien cette réalité juridique. Ce document ne possède aucune valeur légale. Il n'émane d'aucune autorité souveraine reconnue. Les hommes qui y apposent leur signature n'agissent pas comme les représentants d'un État, mais comme les chefs d'une rébellion qui prétend transformer une sécession illégale en fait accompli. Si cette entreprise avait été vaincue, ses principaux dirigeants auraient comparu devant les tribunaux de Sa Majesté pour répondre du crime de haute trahison. L'histoire en décidera autrement. Mais au moment où ces événements se produisent, rien ne permet encore d'affirmer que cette rébellion connaîtra le succès. Pour Londres, elle demeure ce qu'elle est juridiquement : une insurrection menée par des sujets britanniques contre leur souverain légitime.



Loyalistes contre rebelles : la guerre civile oubliée

L'erreur la plus fréquente consiste à imaginer que cette rébellion entraîne immédiatement derrière elle l'ensemble des colonies. Il n'en est rien. Une fraction considérable de la population demeure fidèle à la Couronne. Administrateurs, magistrats, commerçants, planteurs, artisans, fermiers et simples habitants refusent de suivre les insurgés. Les rebelles les désignent avec mépris sous le nom de « tories ». Eux-mêmes se considèrent simplement comme des sujets restés fidèles à leurs obligations envers le roi. La rébellion prend ainsi les traits d'une véritable guerre civile. Les familles se divisent. Les communautés s'affrontent. Les comités insurgés confisquent les biens des loyalistes, censurent leurs journaux, les contraignent à prêter serment ou les poussent à l'exil. Dans les territoires repris par les armées royales, ces mêmes loyalistes contribuent au rétablissement de l'autorité légitime. Loin d'opposer un peuple uni à une puissance étrangère, la Grande Rébellion américaine fracture profondément la société coloniale et transforme des sujets d'un même souverain en ennemis irréconciliables.

La Grande Rébellion américaine ne fut donc jamais l'expression unanime d'un peuple soudainement dressé contre une domination étrangère. Elle fut d'abord une fracture interne à l'Empire britannique. D'un côté, des sujets insurgés prétendaient se libérer d'une autorité qu'ils déclaraient oppressive ; de l'autre, des sujets loyalistes continuaient de reconnaître la souveraineté du roi, la légitimité du Parlement et la continuité des institutions impériales. Ces loyalistes ne constituaient pas une poignée marginale d'intérêts compromis. Ils représentaient

une part considérable de la société coloniale : magistrats, négociants, propriétaires fonciers, pasteurs anglicans, fonctionnaires, artisans, fermiers, habitants ordinaires attachés à l'ordre ancien. Leur fidélité à la Couronne ne relevait pas nécessairement du calcul ou de la peur. Elle procédait souvent d'une conviction profonde : un sujet britannique ne pouvait rompre unilatéralement son serment d'allégeance sans précipiter la société dans l'anarchie. Pour eux, les comités insurgés n'étaient pas des organes de liberté, mais des instruments de contrainte, des « groupes terroristes » : ils surveillaient les opinions, imposaient des serments, confisquaient les biens, fermaient les journaux royalistes, intimidaient les hésitants et punissaient ceux qui refusaient de se soumettre au nouvel ordre insurrectionnel. La liberté proclamée par les insurgés commençait ainsi par la réduction au silence de ceux qui demeuraient fidèles à la légalité britannique. Cette violence révèle la nature réelle du conflit. Une guerre d'indépendance suppose généralement l'opposition d'un peuple à une puissance extérieure. Or, dans les colonies américaines, la ligne de fracture traverse la société elle-même. Les villes se divisent, les campagnes se déchirent, les familles s'opposent, les voisins se dénoncent. La rébellion contre Londres devient aussi une guerre entre Américains britanniques : ceux qui s'insurgent contre la Couronne et ceux qui continuent de lui obéir. L'exode massif des loyalistes, notamment lors de l'évacuation de New York en 1783, donne la mesure de cette fracture. Des milliers de sujets fidèles préfèrent quitter les colonies plutôt que de vivre sous l'autorité du nouveau régime issu de l'insurrection. Leur départ rappelle que la victoire des rebelles ne fut pas celle d'une unanimité nationale, mais celle d'un camp insurgé minoritaire ayant imposé sa légitimité à l'autre.

La situation des esclaves noirs accentue encore cette contradiction. Les insurgés proclament l'égalité naturelle des hommes, mais nombre de leurs chefs demeurent propriétaires d'esclaves, notamment Thomas Jefferson. À l'inverse, lorsque les autorités royales promettent la liberté aux esclaves appartenant aux maîtres rebelles qui rejoindraient les forces britanniques, plusieurs milliers d'entre eux répondent à cet appel. Pour ces hommes, le drapeau du roi pouvait représenter une perspective d'émancipation plus concrète que les déclarations abstraites des planteurs indépendantistes. Il en va de même pour plusieurs nations amérindiennes. Loin de voir dans la rébellion coloniale une cause libératrice, elles y perçoivent souvent une menace directe. Depuis des décennies, l'expansion des colons vers l'ouest grignote leurs territoires. Le maintien de l'autorité britannique peut alors apparaître comme un frein relatif à l'appétit foncier des colons. Beaucoup d'insurgés rêvent déjà d'une conquête continentale. Pour les peuples autochtones, la victoire de ces hommes signifie moins la liberté que l'accélération de la dépossession.

Ainsi, la prétendue lutte universelle pour la liberté se présente, vue depuis les marges de la société coloniale, sous un jour beaucoup moins lumineux. Les loyalistes y voient une sédition, un « mouvement terroriste ». Les esclaves y découvrent l'hypocrisie de maîtres parlant d'égalité tout en conservant leurs plantations. Les nations amérindiennes y discernent le prélude à une expansion plus brutale encore. La Grande Rébellion américaine ne libère donc pas indistinctement tous les opprimés ; elle ouvre surtout la voie à la souveraineté politique d'une nouvelle élite coloniale terroriste.

Tant que le conflit demeure limité aux colonies, la Couronne peut encore espérer rétablir l'ordre. L'armée britannique conserve une supériorité militaire évidente. Les insurgés manquent de discipline, de ressources, d'armes et d'unité politique. Leur cause dépend largement de la mobilisation locale, des comités, des milices et du soutien populaire arraché par la propagande, la contrainte ou l'enthousiasme insurrectionnel.

La France monarchique au secours d'une rébellion républicaine

Sans l'intervention décisive de la France, bientôt suivie par l'Espagne puis par les Provinces-Unies, la rébellion des colonies aurait probablement été écrasée par la supériorité navale, financière et militaire de l'Empire britannique. Ce qui n'était, aux yeux de Londres, qu'une opération de rétablissement de l'ordre dans des provinces insurgées se transforma alors en une guerre mondiale opposant les principales puissances européennes. L'ironie de l'histoire est saisissante. La monarchie absolue de droit divin de Louis XVI devint le principal soutien d'une insurrection qui prétendait combattre le despotisme et proclamer les droits naturels de l'homme. La Couronne française ne finança pourtant pas cette rébellion par adhésion à ses principes politiques, mais par pur calcul géostratégique : affaiblir son grand rival britannique, prendre sa revanche sur la défaite de la guerre de Sept Ans et remettre en cause l'équilibre de la puissance impériale. Ainsi, le succès de l'insurrection « américaine » fut rendu possible, pour une large part, par l'intervention d'une monarchie absolue, qui sera emportée par une authentique révolution en 1789.

Yorktown, en 1781, symbolise cette transformation. La capitulation britannique n'est pas simplement la victoire d'une armée coloniale sur les troupes royales. Elle est le résultat d'un rapport de forces international où l'appui français joue un rôle déterminant. La défaite de la Couronne ne prouve donc pas rétrospectivement la légitimité initiale de la rébellion ; elle prouve seulement qu'une insurrection peut devenir victorieuse lorsqu'elle rencontre les intérêts stratégiques d'une puissance rivale.



Le traité de Paris : quand la trahison devient fondation nationale

Le traité de Paris de 1783 opère une véritable transmutation juridique et politique. Ce qui relevait, du point de vue du droit britannique, de la rébellion et de la haute trahison devient,

par l'effet de la victoire militaire et de la reconnaissance internationale, une « révolution » légitime fondatrice d'un nouvel État. L'ordre juridique se trouve ainsi renversé par le succès des armes : les insurgés cessent d'être des rebelles pour devenir les pères fondateurs d'une nation. C'est seulement après la victoire militaire et la reconnaissance diplomatique que les mots changent. Les rebelles terroristes deviennent des fondateurs, des libérateurs. La sédition devient révolution. L'insurrection devient indépendance. La haute trahison devient acte de naissance national. Le traité de Paris de 1783 ne se contente pas de reconnaître ce nouvel État, né dans l'illégalité britannique et porté par des méthodes que Londres assimilait à la terreur insurrectionnelle ; il transforme le sens même des événements passés. L'histoire retiendra donc la « guerre d'indépendance américaine ». Mais cette appellation est le produit d'une victoire, non la désignation juridique initiale des faits. Avant Yorktown, avant le traité de Paris, avant la reconnaissance internationale, l'événement portait un autre nom dans le langage de la légalité britannique : une rébellion de sujets contre leur souverain.

Si George Washington avait perdu la guerre, il n'aurait certainement pas donné son nom à la capitale fédérale des États-Unis. Il aurait, selon toute vraisemblance, comparu devant les tribunaux britanniques pour haute trahison et risqué la potence, voire l'échafaud selon la formule consacrée. La frontière qui sépare le rebelle du héros ne réside pas dans la nature de ses actes, mais dans l'issue du conflit. Ce sont les armes qui décident si l'histoire retiendra un traître ou un père fondateur.

C'est cette vérité historiographique qu'il faut rétablir, pour rappeler que les mots de l'histoire sont rarement innocents. Ils ne décrivent pas seulement les faits ; ils consacrent les vainqueurs, effacent les vaincus et transforment, par la seule puissance du succès, des insurgés qui, en cas de défaite, auraient été passibles de haute trahison, en pères fondateurs d'une nation.

Du point de vue du droit britannique de l'époque, les États-Unis ont été fondés par des traîtres à la Couronne. Depuis deux siècles et demi, ils continuent d'agir en traîtres, non plus seulement à l'égard de leur pays d'origine, mais à l'égard de l'humanité tout entière, qu'ils défient en permanence.

Des États-Unis à Israël : deux colonisations devenues légendes nationales

Une comparaison s'impose alors avec un autre processus colonial : celui du mouvement sioniste en Palestine sous administration britannique. Là encore, des populations juives venues s'installer sous protection impériale finirent par se retourner contre la puissance qui avait favorisé leur implantation, tout en contestant les droits du peuple autochtone présent depuis des siècles sur cette terre. La lutte contre l'autorité britannique se combina ainsi à une entreprise de conquête territoriale destinée à imposer, par la force des armes, la création d'un nouvel État. Comme les insurgés américains avaient transformé leur rébellion contre la Couronne en acte fondateur national, les organisations juives sionistes terroristes transformèrent leur entreprise de colonisation en récit de libération nationale. Dans les deux cas, la victoire militaire et la reconnaissance internationale eurent pour effet de réécrire l'histoire : elles blanchirent l'origine coloniale et terroriste du processus, conférèrent une légitimité rétrospective aux vainqueurs et présentèrent une dépossession comme une naissance politique.

Les États-Unis et Israël présentent une parenté historique troublante. Tous deux sont nés d'un processus de colonisation de peuplement qui s'est accompagné de violences massives contre

les populations autochtones. Tous deux ont émergé à la faveur d'une rupture avec l'autorité politique alors légalement reconnue : la Couronne britannique dans le premier cas, l'administration du Mandat britannique dans le second. Dans les deux situations, la victoire militaire terroriste et la reconnaissance internationale ont transformé des entreprises initialement perçues par le pouvoir en place comme des rébellions en récits fondateurs de libération nationale. La mémoire des vainqueurs a ainsi largement éclipsé celle des vaincus, tandis que les massacres, les expulsions et les dépossessions ayant accompagné la naissance de ces deux États ont été relégués au second plan de l'histoire officielle.

Khider MESLOUB